



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Sébastien COTE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Solidarités - Observatoire du Logement Étudiant sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Conventions de financement - Autorisation de signature

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

A l'occasion de la présentation en novembre 2017 du plan gouvernemental prévoyant notamment de créer 60 000 nouveaux logements étudiants d'ici 2022 à l'échelle nationale, une analyse locale des besoins s'est avérée nécessaire afin de décliner la programmation de l'offre nouvelle à créer sur les territoires au plus près de la demande.

Ainsi, un dispositif national d'établissement d'observatoires territoriaux du logement étudiant a été engagé. Celui-ci est piloté notamment par l'association des villes universitaires de France (AVUF) et la fédération nationale des agences d'urbanismes (FNAU), et a fait l'objet en 2018 d'un appel à manifestation d'intérêt.

Montpellier Méditerranée Métropole a fait connaître à la FNAU, par courrier en avril 2018, sa volonté de mettre en place un Observatoire du Logement Etudiant sur son territoire, en lien avec les partenaires concernés.

La participation à la démarche nationale permet la coopération de tous les observatoires pour construire une méthodologie commune afin de comparer et d'agréger les résultats observés localement.

Cet observatoire montpelliérain permettra, notamment, de dresser un état des lieux de l'offre de logements actuellement disponible pour les étudiants du territoire, d'approcher les dynamiques à l'œuvre et d'identifier les besoins.

Les indicateurs de suivi attendus ont conjointement été établis au niveau national et doivent faire l'objet d'une remontée annuelle auprès de la FNAU. En dehors de ce cadre, la Métropole est libre de conduire l'observatoire de la manière dont elle l'entend avec ses partenaires locaux.

Avec plus de 76 000 étudiants, Montpellier est positionnée au 7ème rang national en terme d'effectifs d'étudiants. Malgré le développement récent d'une offre de logements étudiants, les besoins demeurent toujours importants, notamment à chaque rentrée universitaire. Ce constat a été partagé avec les acteurs locaux réunis dans le cadre d'un atelier spécifique organisé à l'occasion de l'élaboration du PLH 2019-2024 adopté en novembre 2019.

La programmation annuelle d'au moins 150 logements locatifs sociaux étudiants PLS a été fixée dans le cadre du PLH 2019-2024. Cette offre nouvelle de logements étudiants abordables a vocation à compléter l'offre de résidences étudiantes privée qui connaissent à Montpellier un fort développement ces dernières années.

L'observatoire du logement étudiant de Montpellier Méditerranée Métropole a été labellisé par les instances nationales en décembre 2020, pour une durée de 3 ans, et sous réserve des premiers résultats de l'observatoire.

Une réunion partenariale élargie (environ 25 personnes représentant 14 structures partenariales) s'est tenue le 25 septembre 2020, qui a permis de valider le cahier des charges visant l'engagement d'une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) pour la mise en œuvre et le suivi de cet observatoire.

La mission a débuté au mois de décembre 2020 et doit se terminer à l'été 2021 pour la phase de création de l'observatoire et des premiers résultats d'observation. Elle se poursuivra jusqu'à l'été 2024 afin d'assurer une mise à jour annuelle des données et une évaluation ; en lien avec la temporalité du PLH 2019-2024.

Il est à noter que la mission engagée vise, d'une part, à la création de l'observatoire et, d'autre part, à la collecte et l'analyse des indicateurs attendus par le niveau national et ceux attendus par les partenaires locaux.

La démarche engagée est très largement partagée avec de nombreux partenaires : CROUS, DREAL, Banque des Territoires, FPI, DDTM, ADIL 34, OMH, CAF, Rectorat, Université de Montpellier, Université Paul Valéry, SA3M, Région et CRIJ.

Ce partage doit ainsi permettre d'assurer la meilleure connaissance possible de la situation du logement étudiant sur la Métropole, voire dans les territoires qui l'entourent, et d'accompagner la programmation de la politique locale des logements étudiants (privés et publics).

Le budget consacré

A la suite de la consultation de prestataire pour la mission d'AMO à réaliser, engagée à l'automne dernier, le cabinet Adéquation a été retenu.

Plusieurs partenaires se sont positionnés pour une participation financière à l'étude : le CROUS, la DREAL, la Banque des Territoires et la FPI.

Le plan de financement, pour toute la durée de la mission de 2021 à 2024, est le suivant :

Financeurs	Montant
Montant de l'étude : 79 675 € HT soit 95 610 € TTC	
Montpellier Méditerranée Métropole (autofinancement)	35 610 €
CROUS	20 000 €
DREAL	20 000 €
Banque des Territoires	10 000 €
FPI Occitanie - Méditerranée	10 000€

Les financements des partenaires nécessitent la formalisation de conventions d'attribution de subvention à la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les termes des conventions d'attribution de subvention à la Métropole avec le CROUS, la DREAL, la Banque des Territoires et la FPI Occitanie-Méditerranée ;
- d'imputer cette dépense sur les crédits ouverts à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Florence BRAU, Mme Claudine VASSAS MEJRI.

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-152219-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet de convention type

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.